

LE CAPITALISME et ses RYTHMES, QUATRE SIECLES EN PERSPECTIVE. Par Pierre Dockès

jeudi 5 mars 2020, par [DOCKES](#), [LALLEMANT](#)

« Le Capitalisme et ses rythmes, quatre siècles en perspective ». Par Pierre Dockès

*Nous remercions Pierre Dockès et les Editions Classiques Garnier pour la confiance apportée à GeopoWeb et pour l'autorisation de publication de 2 extraits importants de l'oeuvre magistrale de Pierre Dockès. **Le premier extrait** (note 1, tome 1) interroge deux conceptions de « la fin de l'histoire » en fournissant une conclusion et transition habiles vers le tome 2. **Le deuxième extrait** (note 2, tome 2), « les ressorts sous-jacents de l'instabilité économique » (ressorts que l'on découvrira multiples dans son ouvrage (pages 1055 à 1165) introduit ici la question sociale.*

Pierre Dockès, Professeur émérite à l'Université Lumière Lyon II, chercheur au laboratoire Triangle, membre du Cercle des économistes inscrit ses recherches dans l'histoire longue du capitalisme en particulier, mais avec un système étapes enraciné historiquement bien avant.... Le capitalisme présente des configurations, des représentations, mais aussi des rythmes longs, déjà étudiés par différentes approches (Kondratiev, Schumpeter, Braudel, Marx...). Il faudra lire la richesse du propos bibliographique de l'auteur. Toute une génération d'économistes se rappellera l'Ecole de la Régulation, combinant histoire et économie. L'approche de P. Dockès, grand spécialiste d'économie politique et d'histoire de la pensée, dépasse de très haut les théories a-historiques du marché, parfois résumées à l'homo oeconomicus...

P. Dockès a construit avec B. Rosier (1937/1990, note 3), **le concept « d'ordre productif »** qui embrasse toutes les dimensions d'un système : d'abord technique, économique, social... **La base technique** renvoie au système de machines, aux industries motrices, aux facteurs de production et matières premières. Mais elle s'articule avec le mode d'accumulation du capital, le type de division du travail et le mode de régulation. Ainsi chaque grande étape du capitalisme est mise en mouvement : capitalisme libéral, capitalisme de la grande industrie, capitalisme monopolistique, voire « nouvelle économie contemporaine »....

"Le fil directeur de ce travail est le suivant : partir d'une hypothèse concernant l'évolution du capitalisme (une succession d'ordres productifs : capitalisme libéral, monopoliste, fordisme, Nouvelle économie) en correspondance avec le rythme Kondratiev, de questionner cette hypothèse, de noter ses insuffisances, puis, dans une dernière partie, de proposer une autre périodisation. (4)

B. Rosier et P. Dockès ont donc stylisé différents ordres productifs mais dans une perspective dynamique, évolutive, qui constituent les grandes mutations du capitalisme. Tout ordre productif est caractérisé par **la cohérence** entre les différents traits d'un système technique, économique et social. P. Dockès ira au delà avec le concept de paradigme productif : « non pas un système concret, mais une représentation, disons une « recette » productive dans la tête des décideurs... », selon les mots de l'auteur. Le concept de **paradigme productif** permet une analyse transhistorique d'un système en perpétuel renouvellement : infra-capitalisme, capitalisme productif (étudié par Marx) et **méta-capitalisme**. Ce dernier est aujourd'hui caractérisé par sa forte mobilité dans un cadre mondialisé en trouvant de nouvelles inspirations depuis une trentaine d'années.

C'est la métamorphose que questionne P. Dockès en lien parfois avec les phases d'expansion d'un Kondratiev, et **non la fin du capitalisme. Le capitalisme est un système heurté**, considéré comme condamné par certains auteurs à l'instar de Marx ou Schumpeter pour des raisons différentes d'ailleurs. Mais P. Dockès qui s'inscrit dans une économie historique ne tombe jamais dans l'historicisme. Son travail de longue haleine procède d'allers-retours entre faits et théories. **L'Histoire permet en un sens de valider l'analyse économique**. Très loin d'une simple vision mécaniste de l'histoire économique, toute son oeuvre nous interpelle sur le moment présent !

Dans le tome 2, le retour sur le moment contemporain s'impose. Si P. Dockès conçoit que l'on a appris sur les crises (crise de 1929 versus relance crise 2008), il croise de nombreux grands auteurs de l'économie y compris contemporains tel Paul Krugman (note 5), qui montrent les limites de la prise de conscience. Le chapitre sur « les ressorts sous-jacents de l'histoire économique » (cf extrait numero 2), tente de répondre à une question cruciale. Même si le capitalisme fait preuve d'une extraordinaire capacité historique à la plasticité et au rebond, "pourquoi les crises reviennent-elles toujours ? Un nouvel ordre productif mondial peut-il relancer la croissance ?

P. Dockès qui a déjà posé la question du stagnationnisme dans de nombreux articles en fait de nombreux rappels. La politique de création monétaire très expansive de la BCE depuis quelques années, connaît désormais ses limites, l'explosion des inégalités, la crise écologique... rappellent l'urgence d'un nouvel ordre productif.

Il n'est pas inutile de relire ces phrases d'un article de l'auteur : « **Les débats sur la stagnation séculaire dans les années 1937-1950** » (note 6)

« Que reste-t-il de ces débats des années 1930 et 1940 ? Avec la disparition de son grand compétiteur, la survie du capitalisme ne suscite plus les mêmes interrogations passionnées. La question de la « stagnation séculaire » est revenue avec le fracas que l'on sait. Les flambées de la spéculation financière

semblent être devenues les seuls soutiens des phases de croissance des dernières décennies. Le gaspillage est devenu celui des ressources de la nature. Peut-être retrouve-t-on aujourd'hui des aspects d'une première époque d'épanouissement de thèses stagnationnistes, celle qui jadis avait pris la forme de la rareté des terres et avait conduit à l'hypothèse d'état stationnaire ? Que deviennent aujourd'hui les diables de Malthus et de Keynes ? Si le diable U (unemployment) n'a jamais été aussi dangereux, le diable P (population) a accentué sa mutation ; à l'échelle d'un demi-siècle, la fécondité sans frein ne sera plus un danger nulle part, mais la décroissance démographique et le vieillissement déjà menaçant prendront partout de l'ampleur. Surtout resurgit, transfiguré, l'ancien acolyte du diable P, le diable N (nature). À nous d'en faire une occasion majeure d'investir plutôt que de nous laisser entraîner dans la danse macabre. » P.L

- (1) « Le Capitalisme et ses rythmes, quatre siècles en perspective. Tome 1. Sous le regard des géants », P. Dockès. Classiques Garnier, Paris, 2016”.
- (2) « Le Capitalisme et ses rythmes, quatre siècles en perspective. Tome 2. Splendeurs et misère de la croissance », P. Dockès. Classiques Garnier, Paris, 2019”.
- (3) « Rythmes économiques, crise et changement social ». Une perspective historique. Ouvrage de B. Rosier et P. Dockès. Edition Maspéro, collection éco critique 1983, La Découverte
- (4) « Métacapitalisme et transformations de l'ordre productif ». Pierre Dockès. Vercellone, Carlo ; Sommes nous sortis du capitalisme industriel ? La Dispute, pp.139- 166, 2003. halshs-00419862
- (5) « Pourquoi les crises reviennent toujours ». P. Krugman. Economie humaine. Seuil, août 2009
- (6) Les débats sur la stagnation séculaire dans les années 1937-1950 Hansen-Terborgh et Schumpeter-Sweezy. Pierre Dockès Dans Revue économique 2015/5 (Vol. 66), pages 967 à 992
https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=RECO_665_0967

(1) « LE CAPITALISME ET SES RYTHMES, QUATRE SIECLES EN PERSPECTIVE. Tome 1. Sous le regard des géant », P. Dockès. Classiques Garnier, Paris, 2016”. Extrait texte p. 827 à 833

LA FIN DE L'HISTOIRE : KEYNES ET KOJÈVE

Les « fins de l'histoire » de Keynes et de Kojève sont fort différentes, voire opposées par de nombreux traits. Elles ont cependant quelques points en commun et elles ressortissent d'une conception voisine de l'évolution générale de l'humanité.

KEYNES ET L'AVENIR DE NOS PETITS ENFANTS

En 1930, John Maynard Keynes écrivait « Perspectives économiques pour nos petits-enfants » [Keynes, 1930, CW]. Il y analyse la crise qui vient d'éclater comme l'expression de la difficulté de passer d'une période l'autre. Elle est due au décalage entre l'accroissement de la puissance productive et la capacité d'absorption du travail

[1]

Mais Keynes, l'homme caricaturé par son « dans le long terme, nous sommes tous mort » (j'ai dit ci-dessus ce qu'il fallait en penser) veut regarder plus loin, à l'horizon d'un siècle de distance, mais avec le même état d'esprit. Il y développe en effet une philosophie hédoniste, voire épicurienne, esthétisante, proche des idéaux du Bloomsbury group et y affiche son mépris pour les calculs comptables [2], l'épargne petite bourgeoise, l'accumulation, « les intérêts composés [3] ». Les critiques hayekiennes, et autres, ne manqueront pas d'insister sur cet aspect de la pensée de Keynes, pour le lui reprocher : sa critique de l'épargne n'est-elle pas caractéristique de cet esprit de jouissance, et d'ailleurs sa vie personnelle n'en porte-t-elle pas témoignage !

Keynes est fasciné par le prodigieux procès d'accumulation du capital depuis le XVI^e siècle, la croissance exponentielle, ce qu'il nomme le phénomène des intérêts composés. S'il n'y a pas de guerre, de grande catastrophe, d'accroissement massif de la population, avec un taux d'accumulation du capital de 2 %, le stock de capital sera multiplié par huit dans cent ans. Les besoins ne continueront pas à croître, tout au moins les besoins absolus (par opposition aux besoins d'éminence ou de rivalité). Le problème de la lutte pour la subsistance, pour l'assouvissement des besoins, sera résolu. Le travail deviendra surabondant et l'on ne travaillera que quelques quinze heures par semaine pour produire tout ce qui nécessaire et désirable. Keynes retrouve, sans le citer, l'idée de Friedrich Engels et Karl Marx de l'avènement de la fin de « la préhistoire » de l'homme (« le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté » [Engels, 1878, 1971, 322]) du fait de la croissance des forces productives de l'homme (grâce aux rapports sociaux de production socialistes). Mais son approche est radicalement différente. Keynes craint une sorte de dépression nerveuse collective du type de celle des femmes du monde oisives d'Angleterre et des États-Unis : « a nervous breakdown of the sort which is already common enough in England and the United States amongst the wives of the well-to-do classes, unfortunate women, many of them, who have been deprived by their wealth of their traditional tasks and occupations—who cannot find it sufficiently amusing, when deprived of the spur of economic necessity, to cook and clean and mend, yet are quite unable to find anything more amusing » [Keynes, 1930, 366].

L'homme sera confronté à son problème existentiel, l'excès de loisir, l'ennui (« Thus for the first time since his creation man will be faced with his real, his permanent problem how to use his freedom from pressing economic cares, how to occupy the leisure, which science and compound interest will have won for him, to live wisely and agreeably and well. », [Id., 366].

Il faudra alors réhabiliter la jouissance immédiate, abolir la fascination des hommes pour les intérêts composés, cette préférence pour l'accumulation au détriment de la jouissance, finalement réhabiliter l'ancienne morale qui estime haïssable l'avarice, la recherche de l'argent pour lui-même, et non pour la

jouissance, l'accumulation. L'homme devra apprendre à vivre dans le bonheur des « lys des champs qui ne filent, ni ne tissent [4]. En d'autres termes « the economic problem is not—if we look into the future—the permanent problem of the human race. »

Nous n'en sommes pas là ! Même si nous y sommes déjà un peu car les choses se feront graduellement et le mode de vie de la classe oisive d'aujourd'hui (réminiscence de la « Leisure Class » de Thorstein Veblen, alors omniprésente dans les esprits) deviendra celui de toutes les classes. La sortie du royaume de la nécessité prendra encore au moins un siècle et d'ici là, il nous faudra garder nos dieux capitalistes : « For at least another hundred years we must pretend to ourselves and to every one that fair is foul and foul is fair ; for foul is useful and fair is not. Avarice and usury and precaution must be our gods for a little longer still. For only they can lead us out of the tunnel of economic necessity into daylight. »

Le rythme auquel l'humanité parviendra à cet état de bonheur économique dépend de quatre facteurs : la capacité de contrôler la croissance de la population ; la détermination à éviter la guerre étrangère et civile, la confiance en la science pour régler les questions qui sont de son ressort et un taux d'investissement qui égalise le taux d'épargne, cette dernière condition devant être remplie aisément si les trois premières le sont. Et surtout ne pas donner trop d'importance aux questions économiques, ne pas leur sacrifier des sujets dont l'importance permanente est plus grande. Il faut que l'économie n'ait qu'un caractère purement technique, que ce soit une discipline de modestes spécialistes. Il conclut ainsi : « It should be a matter for specialists like dentistry. If economists could manage to get themselves thought of as humble, competent people, on a level with dentists, that would be splendid ! ». Économistes, encore un effort pour devenir keynésiens !

KOJÈVE ET LA FIN DE L'HISTOIRE

Introduction à la lecture de Hegel d'Alexandre Kojève, l'un des plus importants hégéliens, est constitué par des notes de cours sur la Phénoménologie de l'esprit à l'École pratique des hautes études prises entre 1933 et 1939 réunies et reconstituées par Raymond Queneau. Dans une note devenue célèbre, Kojève expliquait que la disparition de l'homme à la fin de l'histoire ne serait pas une catastrophe, ni cosmique, ni biologique. Par disparition de l'homme, il entendait sa fin en tant que « homme proprement dit ». La fin de l'histoire est la fin du temps humain, de l'homme libre en lutte, de « l'individu libre et historique », donc des guerres, des luttes sociales et des révolutions, également de la philosophie (l'homme ne changeant plus) [Kojève, 1947, 1968 (Tel Gallimard, 434-435)] [5]. L'homme proprement dit, l'homme sujet de son histoire disparaît et entre dans l'animalité. Pourtant, ajoutait Kojève, « tout le reste peut se maintenir indéfiniment, l'art, l'amour, le jeu, etc., etc. ; bref tout ce qui rend l'homme heureux ». Il rappelait que ce thème hégélien était repris par Marx. Au-delà du « règne de la nécessité » où les hommes (les classes) luttent entre eux pour la reconnaissance et luttent contre la nature par le travail, est situé le « royaume de la liberté » où les hommes se reconnaissent mutuellement, ne luttent plus et travaillent le moins possible [Marx, 1894, 1968, 1487-1488]. Comme on le voit, une certaine proximité avec le Keynes visionnaire pour ces petits-enfants se dégage [6]. Peut-être peut-on parler d'un Zeitgeist de ces années trente alliant (en partie contradictoirement) l'idée de maturité ou de stagnation séculaire et de fin de l'histoire.

Parue en 1968, la seconde édition ne diffère que par la modification de cette note. Dans la « note sur la note » de cette édition, Kojève [Kojève, 1947, 1968, 436-437] revient sur ce qui lui semble une contradiction : que l'homme puisse n'avoir qu'une vie en tant qu'animal et que cependant puisse subsister l'art, le jeu etc. L'homme-animal ne saurait être heureux, seulement content. Kojève estime maintenant que Hegel avait raison d'estimer que la fin de l'histoire avait déjà commencé et qu'avec la bataille d'Iéna « du moins l'avant garde de l'humanité » était entrée dans la fin de l'histoire proprement dite, ce qui s'est passé depuis n'étant qu'une extension dans l'espace de la puissance prérévolutionnaire universelle (« actualisée en France par Robespierre-Napoléon ») et, en Europe même, « l'élimination des nombreuses séquelles plus ou moins anachroniques de son passé révolutionnaire ». Il explique avoir compris (en 1948) que l'homme de la fin de l'histoire n'est pas tombé dans l'animalité.

Il a d'abord estimé que l' American way of life était le genre de vie propre à l'ère post-historique (« pratiquement, tous les membres d'une "société sans classes" peuvent s'y approprier dès maintenant tout ce que bon leur semble, sans pour autant travailler plus que le cœur ne le leur dit » et que les sino-soviétiques communistes ne sont que des américains pauvres (ou les américains des sino-soviétiques riches) [7].

Par la suite, Kojève (à la suite d'un voyage au Japon en 1959) change radicalement d'avis. Le Japon lui paraît avoir réalisé une expérience déjà vieille de trois siècles de vie en période de « fin de l'histoire » (à la suite de la liquidation du féodalisme, trois siècles sans guerres ni civiles ni étrangères) et l'existence des nobles japonais oisifs « ne fut rien moins qu'animale ». La civilisation japonaise est alors caractérisée par « le snobisme à l'état pur », un snobisme spécifiquement japonais : « le théâtre Nô, la cérémonie du thé et l'art des bouquets de fleurs », finalement une façon d'apprivoiser l'ennui, le vide laissé par l'histoire, par les formes pures d'une civilité se développant pour elle-même. Aujourd'hui, malgré les inégalités sociales persistantes, « tous les japonais sans exception sont actuellement en état de vivre en fonction de valeurs totalement formalisées, c'est-à-dire complètement vidées de tout contenu humain » au sens d'"historique" ». Et le monde marche dans la voie du Japon. Le snobisme japonais donc, et non l'américanisme consumériste. L'homme reste humain s'il reste un « sujet opposé à l'objet ». Malgré la fin « de l'Action négatrice du donné » (la lutte des classes, les guerres, le combat pour transformer la nature), c'est le cas au Japon du fait de son formalisme absolu, de ses valeurs détachées de toute « historicité » [8]

La fin de l'histoire kojévienne, cette société post-historique qu'il caractérise par le « snobisme », ce formalisme absolu, la cérémonie du thé, le théâtre Nô, etc., ce détachement de l'histoire, de ses luttes, n'est pas celle de Keynes, l'apprentissage de la jouissance immédiate, du bonheur des lys dans les champs, mais il y a une même vision. Le temps de la lutte pour la vie, pour la subsistance, de l'effort pour l'accumulation et le développement de la puissance productive, le temps des combats pour la liberté, des luttes sociales et des guerres s'achève. La fin du voyage est en vue et (presque) tout est déjà joué. On pourra s'étonner. Le texte de Keynes de 1930, les cours de Kojève entre 1933 et 1939 précèdent la plus fantastique conflagration guerrière de l'histoire avec ses 60 millions ou 80 millions de morts, une lutte civilisationnelle à la vie et à la mort, le destin de « l'homme proprement dit » était en jeu. Et après cette deuxième guerre mondiale Kojève reste fasciné par la fin hégélienne de l'histoire.

L'histoire de la fin de l'histoire n'était pas terminée. Lors de l'effondrement de l'Union soviétique, Francis Fukuyama (en 1989, puis [1992]) reprendra à son compte les conceptions hégéliennes et kojévienne, en les adaptant : un monde régi par les marchés, rationnel, sans « le bruit et la fureur » des guerres et des luttes de classe, un monde réconcilié, un monde aux besoins satisfaits allait s'imposer. À nouveau cette vision ou cette espérance se sont révélées erronées. L'histoire semble même être partie en marche arrière, « l'âme du monde à cheval » revenant sur ses pas. Les croyances millénaristes et les théories eschatologiques n'ont d'autre intérêt que ce qu'elles révèlent sur l'époque de leur expression.

En 1946, l'année de la mort de Keynes, le monde sortait de la Grande crise et de la guerre mondiale et la guerre froide commençait. La plupart des observateurs, en particulier aux États-Unis, estimaient qu'après quelques années de reconstruction, le processus dépressif reprendrait. Ils imaginaient une séquence voisine de celle déjà vécue après 1918 et croyaient à la maturité du capitalisme. Le contraire s'est produit : une phase de forte croissance, les Trente Glorieuses de Jean Fourastié. Le capitalisme, il est vrai très profondément amendé, montrait ses capacités de rebond. Cet élan sera brisé en 1973. Une profonde mutation affecte alors le monde dans les années 1980, l'ébranlement commençant dans le Royaume-Uni de M. Thatcher et l'Amérique de R. Reagan. Mondialisation, financiarisation, dérégulation, néo-conservatisme en seront les maîtres mots, un système profondément inégalitaire et instable. Étrangement, la fin de l'histoire est théorisée par Hegel en 1807, l'aube de la révolution industrielle, elle revient avec Kojève dans les années trente à la veille de la guerre et se maintient à l'orée des Trente Glorieuses. Francis Fukuyama la reprend à son compte en 1989 avec la fin de l'URSS alors que s'inaugure une nouvelle phase d'expansion et d'extension néocapitaliste, mais aussi de renouvellement de la géopolitique et des tensions mondiales.

Les États-Unis, surtout eux parmi les pays développés, mais pas seulement, connaîtront un retour à la croissance sur des bases très profondément renouvelées dans les années 1994-2006 tandis que l'Asie du Sud-Est, puis la Chine bousculeront par leur extraordinaire développement la géoéconomie et la géopolitique. Quant à la théorie économique, après la domination des théories keynésiennes jusqu'au milieu des années 1970, viendra le rebasculé vers les thèses néo-classiques. Il accompagne, stimule et est un aspect du Grand renversement du régime économique des années 1980. Il ne se fait pas sans résistances (hétérodoxies), ni sans aménagements (la synthèse néo-keynésienne).

Il faudra attendre la crise financière et la Grande récession de 2008 pour que se renforce l'analyse critique, mais également que, sous la plume en particulier de Tyler Cowen, Robert Gordon, Lawrence Summers, reviennent à l'ordre du jour les thèses d'Alvin Hansen sur la stagnation séculaire. Mais, « pour le meilleur ou pour le pire », se profile la nouvelle mutation de ce premier quart du XXI^e siècle. L'histoire n'en finit pas.

(2) « LE CAPITALISME ET SES RYTHMES, QUATRE SIECLE EN PERSPECTIVE. Tome 2. Splendeurs et misère de la croissance », P. Dockès. Classiques Garnier, Paris, 2019". Extrait : page 1109 à page 1114

Les ressorts sous-jacents de l'instabilité économique

LA QUESTION SOCIALE : STAGNATION DES SALAIRES ET CROISSANCE

DES INÉGALITÉS, LEURS CONSÉQUENCES

À l'échelle mondiale, la tendance pluridécennale à la stagnation de la demande globale s'analyse par le déséquilibre entre une épargne surabondante et un investissement insuffisant comme Bernanke ou Summers l'ont montré. La crise est cependant d'abord américaine, or la croissance des inégalités, loin d'y provoquer un accroissement du taux d'épargne des ménages (ce à quoi on s'attendrait puisque le taux d'épargne des couches à revenu élevé est supérieur à celui des plus pauvres), s'est accompagnée d'une forte baisse de ce taux, la grande majorité des ménages devant réduire son épargne pour tenter de maintenir ses dépenses. Le taux d'épargne des 90 % du bas de l'échelle des revenus a baissé. Au-delà des inégalités, il faut donc faire intervenir, outre la facilité de l'endettement, la stagnation ou la baisse des salaires (ce que Summers par exemple ne fait pas). Les gains de la croissance, pourtant forts pendant plusieurs années, ont été presque entièrement captés par la petite fraction de très riches, les plus pauvres perdant en pouvoir d'achat. Les bases de la consommation ont été sapées. La consommation a tenu grâce à la ponction sur l'épargne, aux effets richesse et à l'endettement. Mais la crise financière a révélé la réalité, d'où la crise de réalisation qui l'a suivie. À l'échelle des États-Unis, on retrouve les thèses de la crise de sous-consommation (Sismondi, Hobson), non pas celles de la sur-épargne.

INÉGALITÉS ENTRE SALARIÉS

Aux États-Unis, mais le phénomène est quasi général, l'évolution des salaires a été radicalement différente entre le haut et le bas de la hiérarchie : depuis 1979, les 90 % ont vu leur salaire réel stagner quasi complètement, ceux des 10 % du bas ont baissé, ceux du « top 1 % » se sont accrus de près de 140 %. L'Economic Policy Institute a montré en 2015 que la rémunération (hors inflation) des PDG s'est accrue de 997 % entre 1978 et 2014, alors que la paye moyenne dans le privé des travailleurs non cadres (soit 82 % des employés) n'a augmenté que de 10,9 %. Le PDG moyen gagne en 2014, 300 fois le salaire de ce travailleur [Mishel, Davis, 2015] [9].

Les inégalités entre salariés ne se développent pas seulement le long de l'échelle hiérarchique ou celle des qualifications, elles se creusent aussi entre entreprises. L'essentiel du creusement des inégalités serait lié à cette différence entre les entreprises [Barth, Bryson, Davis, Freeman, 2016], mais c'est une autre façon de retrouver les qualifications entre les travailleurs et les très hauts salaires des cadres supérieurs et des dirigeants (leurs rémunérations extrêmement élevées ne se retrouvent pas dans les PME en difficulté !).

L'envol des rémunérations des hauts – et surtout des très hauts salaires – et la stagnation – et la baisse – des salaires des travailleurs peu qualifiés est un phénomène général, mais particulièrement accentué dans les pays les plus libéraux économiquement, dans les pays anglo-saxons (Grande-Bretagne, Australie), mais aussi dans l'Europe continentale (l'Allemagne subit surtout le phénomène de baisse des salaires des travailleurs pauvres). Le développement des inégalités n'est pas seulement intrasalarial. Il faut traiter le problème au niveau de l'ensemble de la société.

Une remarque importante doit être faite auparavant. On observe que dans les pays où le plein emploi semble réalisé – comme aux États-Unis, au Royaume-Uni, voire en Allemagne – les salaires ne montent pas, ou très peu. Mais lorsque la baisse du taux de chômage est obtenue par la baisse des salaires du bas de l'échelle, il n'y a rien d'étonnant à ce que l'on n'observe pas... une hausse des salaires !

INÉGALITÉS DANS LA SOCIÉTÉ

Les inégalités intra-salarial ne constituent qu'un aspect d'un phénomène général de croissance des inégalités. La croissance des inégalités des revenus et des fortunes depuis les années 1973 jusqu'à aujourd'hui est bien documentée grâce à une abondante littérature. Il faut d'abord souligner l'impact considérable du livre de Thomas Piketty [2014] et les nombreux travaux de lui-même et de ses coauteurs. Citons une récente mise à jour d'Emmanuel Saez [2016], l'article [Alvaredo, Chancel, Piketty, Saez, Zucman, 2017a] et le « Rapport annuel sur les inégalités mondiales » des mêmes [Alvaredo, Chancel, Piketty, Saez, Zucman, 2018] qui s'appuient sur la base de données mondiales sur les patrimoines et les revenus dont ils ont dirigé l'élaboration, la World Wealth and Income Database [10]. Ils mettent en lumière à la fois le caractère mondial de ce phénomène puisqu'il concerne les pays développés comme la plupart des pays en développement, et les importantes différences qui existent et prouvent que les institutions et particulièrement la fiscalité jouent un rôle essentiel. En France au début des années 1990, la prise de conscience de l'existence d'une « fracture sociale » par Marcel Gauchet [1990], puis Emmanuel Todd [1994] et certains gaullistes (Philippe Séguin et Henri Guaino [2016]) donnera naissance à la thématique de campagne de Jacques Chirac en 1995 (elle sera abandonnée par celui-ci dès son élection).

L'évolution est claire et massive : plus des deux tiers des pays ont connu un accroissement des inégalités de revenus depuis les années 1980. A l'échelle mondiale, le « top 1 % » a récupéré 27 % des gains dus à la croissance, le « bottom 50 % » 12 %. Et les 1 % détenaient 16 % de l'ensemble des revenus mondiaux en 1980, 21 % en 2014 [11].

Les évolutions ont été contrastées à partir de situations qui ne le sont pas moins [12]. Les inégalités déjà fortes aux États-Unis ont encore augmenté en faisant le pays avancé le plus inégalitaire. Plus d'un cinquième de la totalité des revenus y va au « top 1 % » (deux fois la proportion de 1985) et celui-ci détient plus de 30 % du patrimoine (davantage si on ne prend pas en compte l'immobilier), ce qui fait que le ménage américain médian au sein de ces 1 % est 225 fois plus riche que l'américain médian ; en 2012 le « top 0.1 % » détenait 11,3 % du revenu national (3,5 fois le chiffre de 1985) [Saez, 2016 ; Alvaredo, Chancel, Piketty, Saez, Zucman, 2017a]. L'accroissement des fortunes des familles les plus riches est spectaculaire. Le rapport « Billionaire Bonanza 2018 » observe que les trois familles dynastiques Koch (Koch Industries), Walton (Walmart) et Mars (Mars Incorporated) ont vu leur fortune augmenter de près de 6 000 % depuis 1982. Elle atteint 350 milliards de dollars, soit plus que quatre millions de fois le patrimoine d'une famille américaine médiane [Collins, Hoxie, 2018].

Les inégalités ethniques et genrées redoublent le phénomène. Entre 2005 et 2009, le ménage américain blanc médian a perdu 16 % de sa richesse, mais le ménage afro-américain en a perdu 53 %, l'hispanique 66 % (en 2009, le premier est 20 fois plus riche que l'afro américain, 18 fois plus que l'hispanique) [Taylor et al., 2011]. Même si les inégalités salariales entre hommes et femmes ont eu tendance à reculer dans les pays développés, elles restent considérables [13] et la croissance de la part du revenu et de la richesse des 1 % des ménages les plus riches est essentiellement due à la montée de la rémunération de l'homme. La captation par les très riches des gains de la croissance s'est faite aussi au détriment de la classe moyenne puisque le pouvoir d'achat du ménage américain médian est plus faible aujourd'hui qu'il y a trente ans.

Les États-Unis ne sont pas les seuls à avoir connu cette évolution, même s'ils sont un cas extrême. Le Royaume-Uni a vécu un accroissement important des inégalités, surtout dans les années Thatcher. Mais, à la différence des États-Unis, l'explosion des inégalités au niveau des revenus primaires a été en partie contenue au niveau de la répartition secondaire grâce aux avantages sociaux mis en place par les Travailleurs entre 1997 et 2010 [Blundell, Joyce, Norris Keiller, Ziliak, 2017]. En Suède, pays à l'origine égalitaire (l'ancien modèle social-démocrate nordique), les inégalités ont fortement augmenté (à la suite de réformes sociales et fiscales dans les années 1990, puis à nouveau à partir de 2005), de même en Allemagne (à partir de 2005). En revanche, elles sont restées relativement stables en Norvège ou en France [14].

Mais, lorsque l'on prend en compte la répartition primaire (avant transferts fiscaux et sociaux), les inégalités sont très importantes en France [15] : parmi les pays de l'OCDE, seuls cinq pays – Espagne, Grèce, Irlande, Italie et Portugal, donc les pays du Sud européen et l'Irlande qui s'en rapproche – sont plus inégalitaires (même les États-Unis, le Mexique, la Turquie le sont moins). Si la France se retrouve dans une situation, finalement, moyenne (six pays sont équivalents, 16 plus inégalitaires, 12 moins inégalitaires), c'est grâce à l'importance des transferts. Malgré ceux-ci, on y assiste à un phénomène de plus en plus marqué de segmentation sociale, spatiale, scolaire et universitaire, plus généralement des modes d'existence, les classes favorisées s'isolant et se coupant des classes moyennes ou populaires [Fourquet, 2018 ; Bourguignon, 2012, 2015]. Grâce à la redistribution, la situation européenne de l'Ouest – y compris le Royaume-Uni – est sans commune mesure avec celle des États-Unis.

Si les inégalités ont régressé dans certains des pays émergents où elles étaient très fortes (Amérique latine, surtout Brésil), si elles sont stables en Inde, en revanche elles ont cru fortement en Chine surtout pendant les années 1990-2005 : aujourd'hui le coefficient de Gini y est, en gros, comparable à celui des États-Unis ou de la Russie (où les inégalités ont explosé dans les années 1990). Il apparaît même que les plus forts accroissements des inégalités des revenus

aient eu lieu dans les pays émergents qui ont connu les plus hauts taux de croissance, ceux-ci exagérant les inégalités au lieu de les réduire [UNDP, 2013].

Les pays qui ont connu la plus forte montée des inégalités, les États-Unis et le Royaume-Uni, ont connu des modifications de la fiscalité particulièrement importantes. L'impulsion y a été donnée lors des moments de fracture que furent les gouvernements de Thatcher et de Reagan. Rappelons qu'avec sa réforme fiscale de 1986, Reagan avait fait baisser le taux applicable sur la tranche marginale de l'impôt sur le revenu à 28 % (il avait commencé par la ramener de 70 % à 50 %, Roosevelt l'avait hissé à 90 %). Avec Clinton, elle remontera (jusqu'à 39,6 %) pour retomber avec la réforme de Trump à 37 % en 2017. Le phénomène, avec une ampleur variable, a affecté tous les pays. En France par exemple le taux marginal qui était autour de 70 % dans les années 1950 et 1960 est retombé par étapes depuis le début des années 1980 à 45 %. Il faut ajouter qu'existent, aux États-Unis comme en France, de nombreux moyens pour les plus fortunés d'échapper à l'impôt sur le revenu. Une large fraction de la charge d'impôts a ainsi été déplacée des entreprises vers les ménages et, en leur sein, du capital sur le travail, des plus riches vers les classes moyennes. Les 1 % et surtout les 0,1 % échappent largement à l'impôt sur le revenu, la progressivité en est inversée lorsqu'il s'agit des revenus élevés (y compris en France [Landais, Piketty, Saez, 2010]). Loin de se stabiliser, le processus de défiscalisation des plus riches et des détenteurs d'actifs est revenu en force depuis 2017 aux États-Unis et, de façon plus modérée, en France. Un tableau [Saez, 2016] résume l'évolution des inégalités de revenus aux États-Unis entre 1993 et 2016. Le sommet est atteint à la veille de la crise en 2002-2007 : le « top 1 % » capture 65 % des gains de la croissance. La crise a réduit les inégalités, les plus riches subissant (comme dans les années Trente) le contrecoup de la chute des actions et des dividendes, mais la période de reprise leur a permis de regagner une grande partie du terrain perdu (les 1 % du sommet récupérant plus de la moitié des gains de la croissance).

Notes

[1] « We are suffering, not from the rheumatics of old age, but from the growing-pains of over-rapid changes, from the painfulness of readjustment between one economic period and another. The increase of technical efficiency has been taking place faster than we can deal with the problem of labour absorption », en d'autres termes « This means unemployment due to our discovery of means of economising the use of labour outrunning the pace at which we can find new uses for labour. »

[Keynes, 1930, 358].

[2] « Mener sa vie est devenu une sorte de parodie du cauchemar d'un comptable. » écrira Keynes [1933]. Il aurait pu écrire la phrase de Marx et Engels sur « les eaux glacées du calcul égoïste » (Manifeste du Parti communiste)

[3] Avec une pointe d'antisémitisme mondain (le peuple qui a inventé le monothéisme est celui si habile aux « intérêts composés »).

[4] « I see us free, therefore, to return to some of the most sure and certain principles of religion and traditional virtue-that avarice is a vice, that the exaction of usury is a misdemeanour, and the love of money is detestable [...] We shall honour those who can teach us how to pluck the hour and the day virtuously and well, the delightful people who are capable of taking direct enjoyment in things, the lilies of the field who toil not, neither do they spin. »

[Keynes, 1930, 372].

[5] La trame de l'histoire (dans la Phénoménologie de l'esprit) est constituée par la « dialectique maître-esclave », une lutte pour la vie et la mort, l'esclave étant celui qui « a eu peur de la mort, le maître absolu », le maître ayant mis sa vie en jeu, n'ayant pas eu peur de la mort. La fin de l'histoire est la suppression dialectique de cette relation. Hegel écrit : « cette histoire doit être l'histoire de l'interaction entre Maîtrise et Servitude : la "dialectique" historique est la "dialectique" du Maître et de l'Esclave. Mais si l'opposition de la "thèse" et de l'"antithèse" n'a un sens qu'à l'intérieur de la conciliation par la "synthèse", si l'histoire au sens fort du mot a nécessairement un terme final, si l'homme qui devient doit culminer en l'homme devenu, si le Désir doit aboutir à la satisfaction, si la science de l'homme doit avoir la valeur d'une vérité définitivement et universellement valable, l'interaction du Maître et de l'Esclave doit finalement aboutir à leur "suppression dialectique" » [Hegel, in : Kojève, 1947, 1968, 16 : trad. Kojève ; Hegel, 1807, 1939-1941, I, 155-166].

[6] Paul Jorion fait également ce rapprochement [2011, chap. 5].

[7] La vision des États-Unis comme « société sans classes » où tout le monde peut obtenir ce qu'il désire sans travailler davantage que « leur cœur leur en dit » apparaît rétrospectivement assez étrange. Elle l'était moins en 1948 et de même que les chinois et les russes soient des américains encore pauvres (et qui s'enrichissent rapidement) et les américains des sino-soviétiques enrichis était une idée alors présente.

[8] Kojève nous dit que l'homme post-historique détache les « formes » de leurs « contenus », non plus pour les transformer, mais pour s'opposer soi-même comme une « forme » pure à lui-même et aux autres.

[9] Selon l'organisation internationale du travail [OIT, 2008] en 2003, les PDG des quinze plus grandes compagnies américaines gagnaient même 360 fois le salaire du travailleur moyen et 500 fois en 2007.

[10] <<http://wir2018.wid.world/>>

[11] <<http://wir2018.wid.world/>> . Cependant les « bottom 50 % » sont passés de 8 % du revenu global en 1980 à 10 % en 2014 grâce aux revenus croissants des classes moyennes en Chine et aux Indes ; ce sont les 40 % du milieu qui ont stagné (classes moyennes européennes), cf. infra. Selon l'organisation Oxfam, en 2017, 82 % des richesses créées ont bénéficié aux 1 % les plus riches, la situation des 50 % les plus pauvres ne s'améliorant pas [Oxfam, 2018].

[12] L'état des inégalités est très diversifié dans le monde. Au sein de l'OCDE, les plus grandes inégalités se trouvent en Amérique latine, en Turquie, suivies par les États-Unis (le coefficient de Gini y atteint 0,41). Les pays d'Europe du Nord sont les plus égalitaires (Danemark, Norvège), de même la Slovaquie et la République tchèque. La France est proche de la moyenne de l'OCDE, plus égalitaire que le Royaume-Uni, à égalité avec l'Allemagne (mais la répartition primaire y est très inégalitaire, cf. infra). Hors OCDE, en Inde, en Indonésie et dans la Fédération de Russie le coefficient de Gini tourne entre 0,34 et 0,40, il est entre 0,45 et 0,56 en Chine, au Pérou, au Mexique, au Chili, au Brésil et en Colombie, il est au maximum (à 0,67) en Afrique du Sud.

[13] Pour rappel, en France les inégalités genrées se réduisent doucement : alors qu'en 1995 le revenu salarial des femmes était de 27 % inférieur à celui des hommes, il l'est encore de 24 % en 2014 selon l'INSEE. Cela tient beaucoup à l'importance du travail partiel féminin, mais à conditions économiques équivalentes (secteurs, âge, durée du travail), le différentiel salarial est encore de 10 %. Et les inégalités sont d'autant plus fortes que les revenus sont élevés. Alors même que chez les jeunes, les femmes sont plus diplômées que les hommes (31,3 % contre 26,4 % à Bac +3), que le nombre de femmes entrant sur le marché du travail comme cadre en 2013 avoisinait les 50 %, elles sont moins payées : 28 % par exemple de moins pour une diplômée de Sciences Politiques (cf. [Durand, 2017]).

[14] En France les revenus avant impôt (mais y compris les transferts sociaux) du « top 1 % » représentaient 20 % du revenu national en 1920, 10 % en 1948, 8 % en 1982 (au plus bas) et 10,8 % en 2014. À cette date, les 10 % du haut en recevaient 32,6 %, le 0,1 %, 3,7 % et les 50 % du bas en percevaient 22,5 %. Cependant, depuis 1982, la part des 50 % du bas augmente en moyenne annuelle de 1 %, les 40 % du milieu de seulement 0,7 %, les 1 % du haut de 2 % et les 0,1 % de 2,7 % [<<http://wir2018.wid.world/>>]. Le coefficient de Gini qui était de 0,284 en moyenne pendant les années 2000-2002 est de 0,289 en 2018, un accroissement négligeable.

[15] Selon les calculs de l'OCDE sur la base de l'indice synthétique de Gini.